

Éditorial

A PROPOS DE L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE

ET DE LA GÉOGRAPHIE

Le « bof » des élèves est-il plus grand que dans les autres matières ou qu'à l'époque — pas si éloignée que ça — où nous étions nous-mêmes élèves ou étudiants ? Rien n'est moins sûr. Simplement, aujourd'hui, les jeunes ont davantage pris l'habitude de dire tout haut ce que nous pensions tout bas.

Du côté des enseignants, il suffit de pénétrer dans une salle des professeurs pour comprendre tout de suite la gravité de la situation : « Les élèves ne s'intéressent à rien, ils n'écoutent pas ce qu'on leur dit... pire : ils n'apprennent même plus leurs leçons !... Rendez-vous compte cher collègue ! Bref, ils ne savent plus rien. Dans ces conditions, on ne peut plus travailler... ». Si nous ne pouvons pas nous réjouir de l'échec, maintenant clairement connu, du prétendu collègue « unique » qui continue chaque année son œuvre de sélection sociale on peut reconnaître que l'hétérogénéité des classes a fait tomber les derniers masques d'un système d'enseignement en sur-sis.

Là-dessus, s'est greffée la réforme des programmes de M. Haby : à partir de la rentrée 1977, l'histoire « diachronique » faisait son apparition et détrônait le monopole de l'histoire « synchronique » : source supplémentaire de déstabilisation et d'inquiétude. Non seulement on ne sait plus comment enseigner l'histoire-géo, mais on ne sait plus quoi inculquer à notre belle jeunesse... Surtout que depuis quelques années, il n'est pas rare de compter dans une classe de 6^e ou de 5^e jusqu'à un quart, voire la moitié d'enfants d'immigrés, auxquels on ne peut tout de même pas dire en introduction au cours d'histoire : « Nos ancêtres les Gaulois... »

Puis le scandale a franchi les murs du collège. Tous les parents avaient déjà constaté que leurs enfants ne connaissent plus les départements, avec la liste des préfectures et des sous-préfectures. Alain Decaux, a sonné l'hal-lali en prenant la nation à témoin dans le *Figaro Magazine* du 20 octobre 1979 : « On n'apprend plus l'histoire à vos enfants ! » Ce fut le signal d'un raz-de-marée d'indignation venu de toutes parts. Les plus sereins essayaient de garder la tête froide. Ainsi, dans l'éditorial du *Monde de l'éducation* de mai 80 consacré à « L'Histoire : la vérité sur la crise », Guy Herzlich constatait calmement : « Quant aux élèves d'aujourd'hui ils ne semblent pas en

savoir moins que ceux de naguère, capables d'aussi belles « bourdes ». Mais on s'en inquiète davantage, car l'indifférence de la majorité des jeunes contraste maintenant avec l'intérêt d'un nombre croissant d'adultes pour le passé : la quantité de livres et de revues d'histoire ne cesse d'augmenter, et certains ouvrages se vendent par milliers d'exemplaires ; les émissions de télévision et de radio sur des sujets historiques, régulières ou occasionnelles, font « un malheur » et certains historiens universitaires sont devenus de véritables « vedettes » des médias ».

Le coup de poing de Monsieur MITTERRAND sur la table du conseil des ministres d'un certain mercredi de la fin août 83, a réveillé le volcan qui semblait s'être assoupi. Des défenseurs de l'Histoire ont repris du service. Journaux, radio, télévision, leur ont offert leurs colonnes et leurs antennes au moment où nous mettions un point final à ce livre.

Cette attention soudaine et générale portée à l'histoire et à son enseignement (pour l'instant, la géographie est restée à l'abri du débat public) est au moins révélatrice de l'enjeu que représente la connaissance du passé. Ce n'est pas un hasard non plus si le Japon des magnétoscopes et des micro-ordinateurs vient de se livrer dans les manuels scolaires à une réécriture sans scrupules du début de la seconde guerre mondiale, de manière à occulter complètement l'agression perpétrée contre le voisin chinois.

L'histoire est un objet de convoitises contradictoires que chacun prétend défendre pour mieux se l'accaparer. Tout cela n'est sûrement pas neutre ni tout à fait désintéressé.

Nous non plus, nous ne sommes pas neutres, et nous ne pouvons pas assister, les bras croisés, à ce « partage » de l'Histoire entre spécialistes, détenteurs d'un savoir et (donc) du pouvoir. Nous ne prétendons pas savoir ce qui est bon pour la France ni pour l'Histoire avec un grand « H ». A chacun ses compétences. Nous laissons aux hommes politiques et aux historiens de l'Université le soin de répondre à ces interrogations. Notre préoccupation n'est pas de savoir comment mieux faire rentrer à tout prix un arsenal de connaissances censées représenter la « mémoire collective » (de quoi ? pour qui ?). Par contre en tant qu'éducateurs, nous voulons contribuer à l'épanouissement des jeunes, à l'affirmation de leur personnalité, au développement de leur autonomie. C'est pourquoi, à une connaissance conçue comme un fardeau à assimiler nous opposons un savoir qui réponde aux besoins individuels.